

Plus d'auto-entreprises, moins de sociétés

Après une année de baisse, les créations d'entreprises repartent légèrement à la hausse en 2012. Grâce à la forte demande d'immatriculation d'auto-entreprises, les créations d'entreprises individuelles augmentent. En revanche, le nombre de nouvelles sociétés diminue.

En Rhône-Alpes, 56 900 entreprises ont été créées en 2012, dont 30 600 sous le statut d'auto-entrepreneur, soit une hausse de + 1 % par rapport à 2011. Au niveau national, le nombre total de créations d'entreprises est quasiment stable (+ 5 % pour les seuls auto-entrepreneurs). Le nombre de nouvelles entreprises individuelles s'accroît de + 3 % : les immatriculations en auto-entreprise (+ 6 %) permettent d'enrayer la baisse des autres créations individuelles (- 5 %). En revanche, les créations de sociétés sont en recul (- 4 %). Elles représentent 27,5 % du total des créations (29 % en 2011). Depuis la mise en place du régime de l'auto-entrepreneuriat en 2009, les créations sous ce régime restent majoritaires : 54 % du total des créations (51 % en 2011)

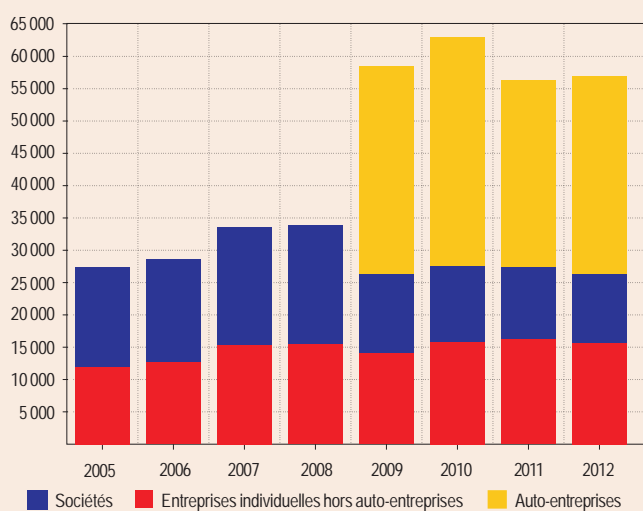
et 74 % du total des créations d'entreprises individuelles (72 % en 2011).

Le taux de création, qui rapporte le nombre de créations constatées en 2012 au stock d'entreprises au 1^{er} janvier 2012, est stable par rapport à 2011, égal à 15,3 %. Il est supérieur à cette moyenne dans le secteur de la construction (17,9 %), proche dans le commerce et les services et bien inférieur dans l'industrie (10,6 %).

Avec l'accroissement des créations d'auto-entreprises en 2012, le nombre de nouvelles entreprises augmente dans certains secteurs d'activité, après la baisse quasi générale de 2011. La situation est différente selon le régime choisi. Pour les auto-entrepreneurs, la

Après un an de recul, une légère reprise des créations

Créations d'entreprises dans la région Rhône-Alpes



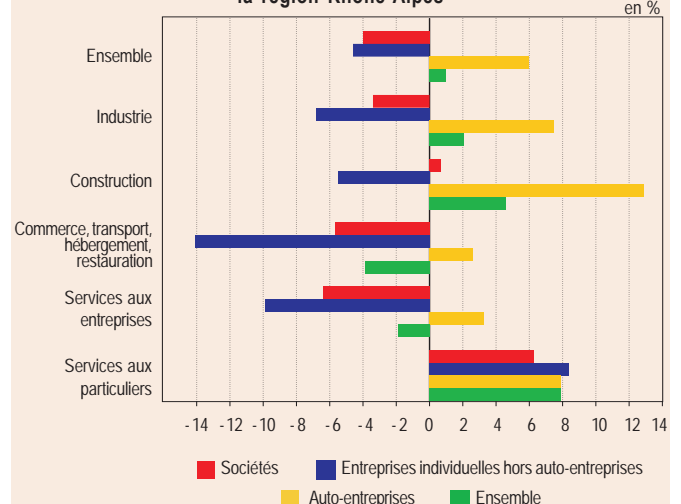
Note : nombre de créations brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (REE) - Sirène

Les immatriculations d'auto-entreprises augmentent dans presque tous les secteurs

Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises dans la région Rhône-Alpes



Note : données brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (REE) - Sirène

hausse du nombre d'immatriculations se vérifie dans tous les secteurs d'activité, excepté l'immobilier (- 11 %). Les augmentations les plus importantes concernent les secteurs de l'information et de la communication (+ 15 %), la construction (+ 13 %), l'ensemble des services aux particuliers (+ 8 %) et l'industrie (+ 7 %). En revanche, la baisse des autres créations d'entreprises individuelles touche tous les secteurs d'activité, sauf les services aux particuliers (+ 8 %). Ce recul est particulièrement important dans le regroupement des secteurs du commerce, des transports et de l'entreposage et de l'hébergement et la restauration (- 14 %) et dans les services aux entreprises (- 10 %).

En ce qui concerne les seules sociétés, la majorité des secteurs connaît une baisse du nombre de créations. En effet, seuls ceux des services aux particuliers (+ 6 %) et de la construction (+ 1 %) enregistrent une hausse des immatriculations.

Au niveau géographique, l'accroissement du nombre total de créations d'entreprises est général sur la région. La Loire fait cependant exception, enregistrant une forte baisse de ses immatriculations (- 6 %). La chute des créations dans ce département touche toutes les formes

juridiques (auto-entrepreneurs - 1 %, autres entrepreneurs individuels - 21 % et sociétés - 5 %). C'est en Ardèche que l'augmentation est plus marquée (+ 6 %), avec la plus forte hausse de créations d'auto-entreprises (+ 13 %). Le nombre de créations de société décroît toutefois fortement dans la Drôme (- 8 %) et dans le Rhône (- 5 %).

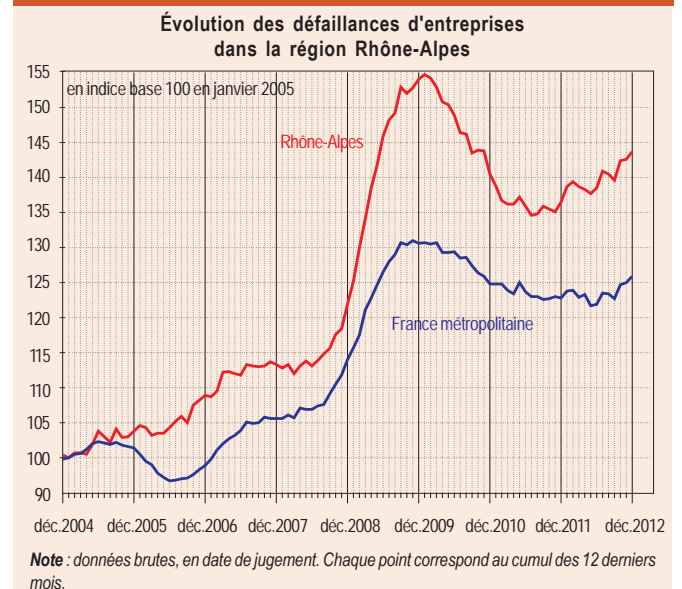
Presque un tiers des nouvelles entreprises se crée dans le Rhône (jusqu'à 4 sur 10 dans le regroupement des domaines de l'information et de la communication, des activités financières et de l'assurance, des activités spécialisées, scientifiques et techniques et des transports et de l'entreposage). Si le nombre de créations régionales est en forte hausse dans le secteur des services aux particuliers, il l'est plus particulièrement dans la santé humaine et l'action sociale (+ 20 %) et l'enseignement (+ 14 %). En revanche, les activités financières et d'assurance enregistrent un net recul (- 14 %). Les créations du secteur des services aux particuliers augmentent fortement dans la Drôme (+ 16 %) et en Ardèche (+ 13 %) probablement en lien avec le vieillissement de la population et la dégradation du chômage. Par contre, celles des activités financières et d'assurance chutent dans la Drôme (- 26 %), dans l'Ain (- 26 % également) et en Savoie (- 20 %). ■

Une hausse du nombre de défaillances après 2 ans de baisse

En Rhône-Alpes, 35 800 entreprises ont connu une défaillance de leur activité depuis 2007, avec un point haut en 2009. Cette forte croissance du nombre de défaillances entre 2007 et 2009 s'explique certes par la crise économique, mais également par un effet démographique lié au grand nombre de créations d'entreprises des années 2003-2007 (effet notamment des lois Dutreil). En 2008, c'est essentiellement cet effet démographique qui explique la hausse du nombre de défaillances. En 2009, la hausse résulte principalement d'un effet macroéconomique, l'effet démographique intervenant moins.

En 2012, 6 300 entreprises ont cessé leur activité, soit une hausse de + 5 % par rapport à 2011. Au niveau national, cette augmentation est de + 2,5 %. Excepté l'Ardèche (- 9 %) et la Haute-Savoie (- 8 %), tous les départements enregistrent une hausse du nombre de défaillances. Cette augmentation varie de + 3 % dans le Rhône à + 14 % dans l'Isère.

Une augmentation du nombre de défaillances plus forte en Rhône-Alpes qu'en France métropolitaine



Excepté les secteurs de l'information et de la communication (- 17 %), de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (- 2 %) et du commerce et de la réparation automobile (- 2 % également), le nombre de défaillances croît dans tous les autres secteurs d'activité. Cette hausse varie de + 1 % pour les activités immobilières à + 24 % pour l'hébergement et la restauration. ■

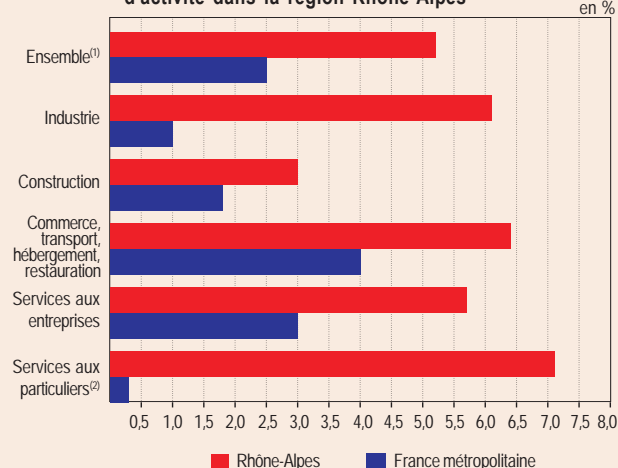
Annie Rebatet, Insee Rhône-Alpes

Des informations sur les auto-entrepreneurs

L'enquête SINE (Système d'Information sur les Nouvelles Entreprises) a été mise en place par l'Insee pour suivre sur 5 ans les entreprises nouvellement créées. En 2010, les auto-entreprises créées au cours du premier semestre ont été enquêtées ; elles le seront de nouveau en 2013 et 2015. La première interrogation permet de définir le profil du créateur, la préparation du projet et son financement, le profil de l'entreprise à ses débuts, les perspectives d'avenir. En tout, près de 2 500 auto-entrepreneurs ont été interrogés en Rhône-Alpes. Les résultats sont disponibles sur Insee.fr.

Le nombre de défaillances croît dans tous les secteurs d'activité

Évolution sur un an des défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité dans la région Rhône-Alpes en %



⁽¹⁾ Y compris agriculture.

⁽²⁾ Hors administration publique, activités des ménages en tant qu'employeurs et activités extra-territoriales.

Note : données brutes, en date de jugement.

La somme des secteurs d'activité peut ne pas correspondre au total de la région.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 5/03/13)

Pour en savoir plus

"Trois auto-entrepreneurs rhônalpins sur quatre n'auraient pas créé d'entreprise sans ce régime", Insee Rhône-Alpes, *La Lettre Analyses* n° 189 - février 2013.

"Les entreprises créées en 2006 : une pérennité plus faible dans la construction", *Insee Première* n° 1441, avril 2013.

"Données détaillées sur les créations et créateurs d'entreprises - Enquête de 2011 : la génération 2006 cinq ans après", *Insee Résultats* n° 65, Économie, avril 2013.

Définition - Source

Défaillances

Les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Il ne faut pas confondre la notion de défaillance avec la notion de difficultés de paiement (des salaires, des fournisseurs, de l'URSSAF,...) ou encore avec celle plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique de l'entreprise).

Source

Les statistiques de défaillances proviennent de la base de données Fiben administrée par la Banque de France. Le champ de ces données diffère de celui qui prévalait avec la source BODACC. En particulier, les séries intègrent désormais le secteur agricole. Toutefois, la saisonnalité des données trimestrielles est analogue à celle des défaillances issues de la source BODACC. Les données seront mises à jour et diffusées selon un rythme trimestriel.

Il existe dorénavant une différence de champ statistique entre les créations et les défaillances d'entreprises. En effet, les créations d'entreprises excluent le secteur agricole.